

Le dispositif genevois de prévention des radicalisations «Gardez le lien» a livré ses chiffres. Interview de la sociologue des religions fribourgeoise Géraldine Casutt, experte au sein de Rhizome

Isolement, rupture et radicalisation

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANNE-SYLVIE SPRENGER

Prévention ▶ «Gardez le lien», c'est le nom du dispositif mis en place à Genève en 2016 pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent. Après trois ans et demi de fonctionnement, et l'accompagnement de 126 situations, l'heure est au bilan pour ce dispositif, premier du genre à l'échelle nationale, et sa plateforme de spécialistes pluridisciplinaires. Débrief avec la Fribourgeoise Géraldine Casutt, sociologue des religions experte au sein de l'association Rhizome, en charge de la permanence.

Quel regard portez-vous sur ce dispositif?

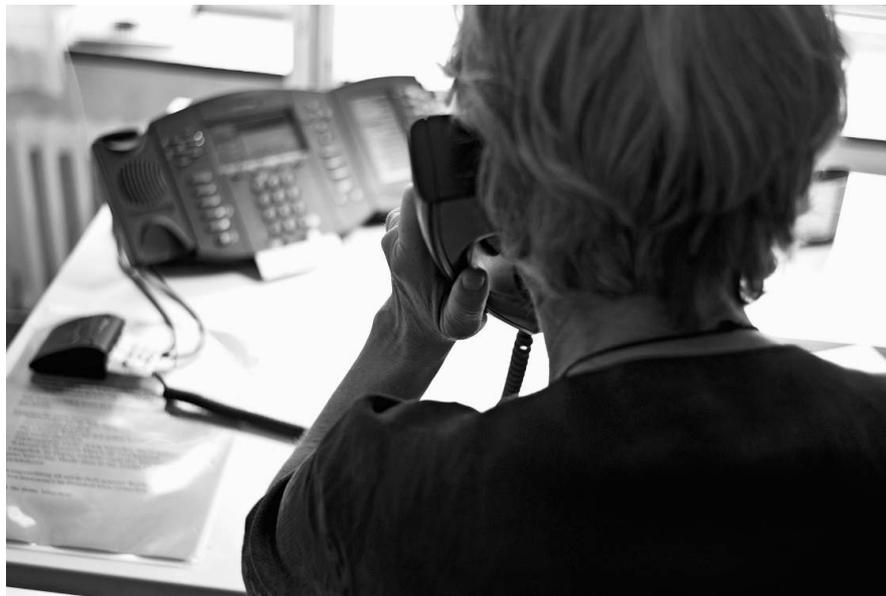
Géraldine Casutt: Tout d'abord, ce dispositif répond à des besoins, il faut le souligner. A mon sens, son atout principal est d'aborder la question des radicalisations violentes dans une perspective socio-éducative, où le sécuritaire n'est pas la première réponse. La police n'est pas impliquée d'office, elle intervient seulement dans environ 10% des situations. Les gens peuvent nous appeler lorsqu'ils ont des inquiétudes et ressentent le besoin d'en parler.

Concrètement, en quoi consiste votre travail?

L'association Rhizome répond aux sollicitations adressées à la permanence téléphonique ou via le site gardezlelien.ch, et propose ensuite une première analyse de la situation. Les personnes qui nous contactent sont toujours très sincèrement inquiètes, il faut donc prendre leur appel extrêmement au sérieux. Quand bien même on s'estimerait, après une première analyse, qu'il n'y a pas vraiment de risque de radicalisation de type violente, nous considérons que la situation reste problématique pour la personne qui nous a appelés. Dans tous les cas, on va assurer un suivi.

Comment accompagnez-vous ces situations?

La prise en charge varie beaucoup. Il existe des situations relativement simples, où un parent s'inquiète par exemple des sites internet fréquentés par son enfant. Nous proposons alors



Depuis la mise en place du dispositif, 126 situations ont été traitées et accompagnées individuellement. KEYSTONE/PHOTO PRÉTEXTE

une analyse de la situation en question pour renseigner la personne et, au besoin, lui donner des recommandations. Parfois un seul entretien suffit pour apaiser les inquiétudes, d'autres fois non, face à des thématiques plus

complexes. C'est là que nous convoquons notre réseau de professionnels. Typiquement face à un jeune déjà suivi par des éducateurs ou des assistants sociaux. Il s'agira de voir s'ils partagent les mêmes inquiétudes et comment agir de concert face à cette situation.

Le lien entre radicalisation et rupture sociale, scolaire ou professionnelle est-il vraiment avéré?

Les ruptures sont toujours des situations inquiétantes. La personne est de fait plus vulnérable

et donc potentiellement plus réceptive à des schémas radicaux. La majorité des situations que nous traitons justifient un questionnement, qu'il s'agisse de décrochages scolaires ou de violences conjugales. L'entourage nous contacte car il se demande si l'idéologie politique ou la religion y jouent un rôle causal. Dans tous les parcours des personnes qui ont vraiment adhéré à des idéologies radicales, des éléments de rupture sont présents, déterminants ou favorisant une assise dans des idées radicales.

Le but du réseau est donc d'œuvrer sur ces ruptures pour diminuer les risques de radicalisation?

Exactement. Il s'agit de poser un filet de sécurité autour de la personne. Ce qu'on veut, c'est prévenir l'isolement, la rupture totale, pour éviter que la personne ne s'enfonce dans un schéma de rupture. Il ne faut pas la laisser seule, mais renforcer ses liens, en priorité familiaux. Si ceux-ci ne sont pas aidants, ou absents, il s'agit alors d'essayer de trouver dans le réseau de professionnels d'autres ports d'attache.



«La majorité des situations que nous traitons justifie un questionnement» Géraldine Casutt

BILAN EN CHIFFRES

Cent vingt-six situations ont été traitées et accompagnées individuellement par Rhizome. Quatre-vingt-cinq pour cent des appels concernaient des inquiétudes face à l'extrémisme religieux (toutes relatives à l'islam radical à l'exception de deux cas liés à la mouvance évangélique), 4% l'extrémisme droite, 3% l'extrémisme de gauche, et 8% d'autres violences. Les appels provenaient pour 74% du canton

de Genève, 26% des cantons de Vaud, Valais, Fribourg et Bâle. La moitié des appels émanait de proches, 46% d'institutions publiques – issus principalement du DIP et du domaine socio-éducatif – et 4% d'organisations privées. Soixante-trois pour cent des inquiétudes concernent des hommes, âgés de plus de 18 ans, 37% des femmes, âgées pour la plupart entre 12 et 25 ans. ASR

Dans les chiffres, les situations que vous traitez concernent majoritairement l'islam radical. Est-ce en lien avec la religion musulmane elle-même ou est-on plus suspicieux à son endroit?

Je pencherais pour la deuxième option. Davantage d'inquiétudes vont se mettre en place autour de l'islam, dans la mesure où l'imaginaire actuel est beaucoup plus anxiogène en lien avec l'islam qu'autour d'autres expressions religieuses. Nous sommes aussi beaucoup interpellés sur des affaires de conversions religieuses. Celles-ci amènent en effet généralement tout un lot de changements en termes de discours ou de comportements. Si l'on est peu familier avec la religion, cela peut être assez anxiogène. Une conversion est un moment de vulnérabilité, où surgissent beaucoup de questions. Selon où la personne cherche des réponses, elle ne tombera pas forcément sur les personnes les mieux intentionnées.

Les statistiques de ce dispositif reflètent-elles, à votre sens, les données générales sur cette problématique de l'extrémisme en Suisse?

Il ressort de nos chiffres que c'est l'extrémisme de type religieux qui effraie le plus. Or, au niveau suisse, ce n'est pas celui qui pose le plus de problèmes sur le terrain. Au niveau des instances fédérales, il y a aussi beaucoup d'inquiétudes au sujet des extrémismes politiques, ce qui ne ressort pas des appels que Rhizome reçoit.

Et concernant les profils ou les catégories d'âge?

Dans les catégories d'âge, les préoccupations portent surtout sur les mineurs et les jeunes adultes. Une légère dominance des inquiétudes se manifeste au sujet de jeunes filles mineures, peut-être parce qu'on a plus peur pour elles ou en raison de visibilités plus soudaines, comme le port d'un voile. Chez les hommes, les inquiétudes sont souvent liées au rôle parental, notamment par rapport à l'éducation familiale donnée au sein du foyer. PROTESTINFO

Permanence téléphonique au 0800 900 777 ou www.gardezlelien.ch

PHILIPPINES

LES ÉGLISES «TERRORISTES»

Coutumier des attaques contre les Églises qui dénoncent de façon répétée sa guerre sanglante «contre la drogue», le président philippin, Rodrigo Duterte, a mis le Conseil national des Églises des Philippines (NCCP) ainsi que dix-sept autres organisations de la société civile, sur la «liste rouge» des organisations «terroristes». Il affirme qu'il s'agit d'organisations de façade de groupes terroristes locaux, voire de la Nouvelle armée du peuple (NPA), la branche armée du Parti communiste. Le Conseil œcuménique des Églises (COE) à Genève et les évêques de l'Église épiscopale des Philippines, membre du NCCP, ont vivement critiqué cette décision. Les Églises sont ainsi désignées comme cibles des forces armées. CATH.CH

Baptêmes célébrés par des laïcs

Bâle ▶ Deux agents pastorales laïques ont récemment reçu de M^{gr} Felix Gmür, évêque de Bâle, le mandat pour guider des célébrations de baptême dans leur paroisse. L'évêché a confirmé qu'une telle autorisation n'était pas un cas isolé. Un règlement relatif est déjà en vigueur depuis juillet 2019.

Les deux aumôniers laïques, qui sont désormais autorisées à guider des liturgies de baptême, travaillent au sein de l'Unité pastorale (UP) de Leimental, dans le canton de Soleure. Elles sont actives dans la pastorale de la jeunesse et des familles, ainsi que dans les parcours de préparation à la première communion, rapporte la *Basellandschaftliche Zeitung* (BZ) le 4 novembre 2019.

Les deux femmes ne sont toutefois pas les premières aumôniers sans responsabilité de gestion paroissiale qui peuvent assumer cette tâche sacramentelle. «Dans certaines conditions, les agents pastoraux hommes et femmes pouvaient déjà recevoir le mandat de baptiser», explique Hansruedi Huber, porte-parole du diocèse de Bâle.

Elke Kreiselmeyer, la responsable de l'UP Leimental mentionnée, rend attentif à un avantage important: «Cette possibilité élargit considérablement le cercle des personnes qui peuvent être prise en compte pour ces célébrations.» Elle considère en outre la nouvelle réglementation diocésaine comme un signal fort pour les femmes et un pas vers l'égalité de droits dans l'Église. CATH.CH

AUSTRALIE

LA HAUTE COUR EXAMINERA LE POURVOI DU CARDINAL PELL

La Haute Cour d'Australie, plus haute juridiction du pays, a accepté le 13 novembre 2019 d'examiner le pourvoi présenté en septembre dernier par le cardinal George Pell, ancien préfet du Secrétariat pour l'économie du Saint-Siège, a annoncé cette instance sur son compte Twitter. Il s'agit de l'ultime recours juridique possible du haut prélat pour faire annuler sa condamnation pour abus sexuels sur mineurs. Le cardinal australien a été condamné le 13 mars dernier par la justice de son pays à six ans de prison pour l'agression de deux adolescents en 1996 et 1997 dans la cathédrale de Melbourne. L'affaire oppose un ancien enfant de cœur à M^{gr} Pell. La deuxième victime du prélat est décédée en 2014 d'une overdose, sans jamais avoir fait état de l'agression. CATH.CH